

PARIS  
1 franc 50 cent.  
PAR MOIS.

DÉPARTEMENTS  
3 fr. par mois.

Les abonnements datent des 1<sup>er</sup> et  
16 de chaque mois.

# LA TRIBUNE

## DE LA LIBERTÉ.

INSERTIONS.  
75 centimes la ligne.

Les lettres non affranchies sont  
expressément refusées.

J.-B. GIRALDON, DIRECTEUR-GÉRANT.

BENJAMIN LAROCHE, RÉDACTEUR EN  
CHEF.

On s'abonne à Paris, au bureau du Journal, 16, rue de Seine-Saint-Germain.

### SOMMAIRE.

Séance de l'Assemblée nationale. — Proclamation du maire de Paris concernant les élections. — Discussion de la loi sur les attroupements. — Réunion des ateliers nationaux. — RÉSULTAT DES ÉLECTIONS DE PARIS ET DES DÉPARTEMENTS. — Tentative d'assassinat à Lyon. — Les trois ministres de Louis-Philippe. — Nouvelles des départements. — Nouvelles de l'étranger. — Nouvelles diverses. — Cours de la Bourse.

## Paris, 7 Juin.

### L'Anarchie au pouvoir.

Savez-vous ce que disent les amis du pouvoir exécutif pour excuser la conduite de ses membres dans la séance de samedi dernier. Ils disent qu'ils n'ont agi ainsi qu'en vertu d'une doctrine admirable et transcendante sur la séparation des pouvoirs politiques et judiciaires. Ils ont permis la demande en autorisation de poursuites, afin de *laisser passer la justice* (c'est l'expression consacrée). Ils ont voulu qu'elle eût ses coudées franches, que rien ne gênât sa marche, pas même l'opinion du gouvernement. Tout en se réservant de voter contre la demande en poursuites, ils l'ont autorisée; ils ont, par l'organe du ministre de la justice, dit à MM. Portalis et Landrin : *Nous marcherons avec vous*. Et puis, quand ces messieurs se sont mis en marche, ils les ont lâchés en route; ils les ont laissés aller seuls. C'est là ce qu'on appelle une doctrine transcendante; c'est, dit-on, la séparation des pouvoirs. Dites plutôt que c'est l'abdication du pouvoir exécutif, l'abandon de toute initiative, de toute dignité.

Certes, nous sommes fort à l'aise en traitant ce sujet; nous nous sommes, dès le premier jour, prononcé pour le rejet des poursuites; mais ce rejet, c'est à l'Assemblée seule que nous le demandions, non au pouvoir exécutif. Nous ne pouvions demander à ce dernier de se démentir, de se renier lui-même; car faire cela c'était se déconsidérer. Or, le premier besoin de tout pouvoir, c'est la considération. La commission exécutive et le ministère trouveront-ils des hommes de cœur, de conscience et d'énergie, qui consentent à s'associer à leur politique boiteuse et vacillante, à marcher avec des gens qui n'ont point de route marquée, point de but, qui vont à l'aventure, tout prêts à désertir demain les principes et les hommes qu'ils défendent aujourd'hui.

Certes, c'est là de l'anarchie si jamais il en fut. Il est urgent de sortir de cette voie périlleuse où le pouvoir entraîne l'Assemblée à sa suite, car au bout de cette voie il y a un abîme.

### La mairie de Paris.

Qu'est-ce que le maire de Paris! Est-ce un maire? Est-ce un préfet? Est-ce tous les deux à la fois!

Si c'est un préfet, c'est au pouvoir exécutif à le nommer; mais si c'est un maire, si c'est le chef de l'autorité municipale, c'est à commune de Paris à l'élire; et nous ne concevions pas que cela pût soulever la moindre objection.

En proclamant la République on a sans doute entendu l'appuyer sur des bases républicaines; or il n'y a rien de moins républicain que le maire de la capitale de la France; nommé par le pouvoir exécutif, et tranchant toutes les questions par lui-même, sans l'intervention d'aucun conseil municipal.

La liberté municipale est cependant la base de toutes les autres; Paris, qui a conquis la liberté pour tous, ne l'aurait-il donc pas conquise pour lui-même; grâce au sang de ses enfants versé sur les barricades, la France a nommé ses représentants; Paris n'a pas élu les siens; il est gouverné comme un pachalik d'Égypte ou de Syrie. Paris relève directement du citoyen Marrast, Bailly au petit pied qui trône à l'hôtel de ville, et se fait garder par douze cents sentinelles.

Et cependant jamais une autorité municipale, investie de la confiance de tous les citoyens et librement élue par eux, ne fut plus nécessaire pour arrêter le budget de la capitale, pour régulariser ses dépenses, pour réviser la législation de ses octrois et

proposer à l'Assemblée nationale soit leur modification, soit leur suppression partielle ou totale.

Par exemple, qu'est devenue la promesse de réviser l'octroi sur les boissons, proclamée par le maire de Paris, la veille des élections? Était-ce une manœuvre électorale? Voulait-on, par l'annonce de cette mesure populaire, se concilier les voix des travailleurs?

Un travail devait être préparé sur cette importante matière; il est achevé sans doute. Pourquoi ne le soumet-on pas à la commission des finances de l'Assemblée nationale?

C'est au moment surtout où le travail manque qu'il importe de baisser le prix des objets de consommation, si l'on ne veut les mettre hors de la portée de la majorité des consommateurs.

En résumé, nous demandons qu'il soit pourvu par une loi à la modification de l'octroi sur les boissons.

Nous demandons en outre que les citoyens de Paris soient appelés à élire leur maire et leur conseil municipal; et nous regrettons que, pour faire procéder à cette élection, on n'eût pas pris le moment où l'on appelait pour la seconde fois toute la population parisienne à procéder au choix de onze représentants. C'eût été faire d'une pierre deux coups. Mais nos hommes d'Etat ont bien d'autres pensées qui les préoccupent! La conservation de leur position et de leurs portefeuilles doit passer avant les libertés municipales d'une ville qui a donné la République à la France et la liberté au monde.

B. L.

### Sur le projet du décret sur les attroupements.

L'opinion publique se préoccupe de plus en plus du projet de décret sur les attroupements, présenté par le citoyen Marrast, maire de Paris, et dont nous avons donné le texte. Dans les groupes qui se forment à la porte Saint-Denis, Saint-Martin et sur la ligne des boulevards, ce projet de décret est l'objet des discussions les plus vives, les plus animées. — C'est une atteinte grave portée à la liberté, disaient les uns; ce n'est qu'une précaution, une mesure qui intéressent au plus haut point l'avenir de la République, répondaient quelques rares citoyens, dont la voix était bientôt convertie par des manifestations bruyantes. — Sans nous expliquer à fond aujourd'hui sur ce projet, qui va être soumis aux discussions de l'Assemblée nationale, nous constatons que, d'après les dispositions des esprits, et dans les circonstances où nous sommes placés, le décret sur les attroupements ne nous paraît pas de nature à amener la conciliation, à calmer les inquiétudes, à rétablir la confiance. Nous savons que l'ordre est la première condition d'être, de prospérité et d'avenir pour une société; mais nous n'avons pas oublié que toutes les libertés ont de tout temps et sous tous les régimes été violées, confisquées au nom de l'ordre.

Personne n'a plus souvent ni plus éloquemment développé cette thèse que le citoyen Marrast. Est-ce que le pouvoir a frappé de vertige les têtes les mieux organisées? Ou suffit-il d'y être arrivé un jour pour reconnaître que l'exercice du pouvoir a des exigences impérieuses qui échappent à la pénétration des plus grands publicistes! Le citoyen maire pourrait nous le dire. Attendons que l'Assemblée nationale ait prononcé. Puisse cette loi ne pas avoir les effets les plus funestes pour la tranquillité publique. C'est le vœu de tous les bons citoyens; que ne pouvons-nous ajouter que c'est aussi leur espérance!!!

On vous demande, et on vous demande à grands cris, car la situation est intenable, des actes, des lois, des solutions aux questions posées, des institutions, des travaux, du pain; rien encore. La foi chancelle, le courage faiblit, la désaffection se propage. L'incertitude, le vague, l'agitation des esprits, voilà ce que nous voyons partout. Nous doutons que le décret sur les attroupements améliore une situation telle que nous l'ont faite, soit les événements, soit les hommes.

300 hommes du 1<sup>er</sup> et du 2<sup>e</sup> bataillon du 5<sup>e</sup> arrondissement, sont commandés ce soir pour renforcer le poste de la mairie du Château-d'Eau.

### Réunion des ouvriers des ateliers nationaux.

Tous les ouvriers des ateliers nationaux se sont réunis ce matin dans les quartiers qui leur étaient désignés.

L'appel général a commencé à 7 heures.

Le ministre des travaux publics devait assister à cet appel. Il était, en conséquence, expressément recommandé de ne pas quitter ses places.

Un grand nombre de brigades se sont séparées à midi, le ministre ne s'y étant pas encore rendu.

Des bulletins ont été distribués à chaque chef d'escouade, à l'effet d'inscrire sur chacun des bulletins les ouvriers présents, leurs nom, prénoms, âge, domicile, profession, le nom et l'adresse du dernier maître chez lequel ils ont travaillé.

On a pris soigneusement note de tous les renseignements qui peuvent faciliter le recensement.

C'est pour la quatrième fois que ces bulletins ont été faits sans amener aucun résultat. Espérons que cette fois-ci on sera plus heureux.

Jusqu'à présent le recensement devait être fait par des délégués et des lieutenants des ateliers nationaux qui, à ce qu'il paraît, ne le faisaient pas du tout.

Aujourd'hui les bulletins ont dû être remis à la mairie, afin que le recensement se puisse faire par des employés autres que ceux des ateliers nationaux.

Noms des représentants qui ont voté pour la priorité du projet de loi pour le rachat des chemins de fer.

Buvignier (Isidore); Blanchard; Louis Blanc; Henri Arnaud; Brives; Menand; Joly (de l'Aude); Pascal (d'Aix); Greppo; Pelletier; Gambon; Félix Pyat; Pégot-Ogier; Azerin; Baune; Dupont (de Bussac); Calès; Raynal; Laboussière; Mule; P. Joigneaux; Marc Solier; Curnier; Drapier; Benoist; Doutre; Bertholon; Sarrut; Lefranc (de Perpignan); James Demonty; Mathy (Félix); Chavois; Démosthènes Olivier; Rendu; David (d'Angers); Barthélemy (des Bouches-du-Rhône); Bruys; Anglade; Pleignard; Lebarillier; Lemonnier (Calvados); Richard (du Cantal); Durand (Calvados); Lavigne; Delbetz (Dordogne); Rollinat; Guinard; Cholot; Dudoüy; Auguste Marie; F. Person (Calvados); Demortreux; Babaud-Larivière; Laurent (de l'Ardeche); Labrousse; Vignerte; Etienne Arago; Mathieu (Saône-et-Loire); X. Durrieu; Maire neveu; Henri Didier; Péan; Pascal Duprat; Saint-Gaudens; Robert (de l'Yonne); Belin; Fleury; Clément (de l'Isère); Repellin; Saint-Romme; Farconnet; Alphonse Blanc; Crépu; Renaud (Isère); Durand-Savoyat; Froussard; Tranchand; Brillier; Rougeat; Lacroix (Saône-et-Loire); Petitjean-Boussin; Pézerat; Laforest; Lasteyras; Mathy (Saône-et-Loire); Gatien Arnoult; Goutay; Lavigne; Clément Thomas; Charbonnel; Terrier; Laussedat; Madet; Paulin Durrieu; Docteur Bertrand; Michot; Magnin; Philipon; Baugier; Alexandre Martin; Altaroche; Yves; Paulian.

### ACTES OFFICIELS DU GOUVERNEMENT.

Département de la Seine.

MAIRIE DE PARIS.

Le représentant du peuple, maire de Paris,

Vu les articles 54, 55 et 56 de l'instruction du Gouvernement provisoire, en date du 8 mars dernier;

Vu les arrêtés pris en mairie de Paris, les 23 et 27 mai courant, relatifs aux opérations électorales pour la nomination de onze représentants du peuple qui doivent compléter la députation du département de la Seine;

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. Le recensement général des votes aura lieu le 8 juin prochain, à l'hôtel de ville de Paris, en séance publique.

Art. 2. La séance sera ouverte à huit heures du matin, sous la présidence d'un des maires des arrondissements de Paris.

Art. 3. Les maires des arrondissements de Paris et des communes rurales, accompagnés des délégués nommés dans chaque bureau central cantonal, ou d'arrondissement, feront partie de la



Direction des Beaux-Arts.

AVIS.

Les auteurs des esquisses de la figure symbolique de la République française, qui ont été choisies par le jury pour être reproduites en grand, sont invités à se présenter vendredi et samedi 9 et 10 juin, à la direction des Beaux-Arts, pour y déclarer s'ils entendent exécuter leur figure, et s'ils acceptent les conditions du nouveau concours. Faute par eux de se présenter, les auteurs des esquisses supplémentaires seraient appelés à remplacer les non-concurrents.

Le citoyen Pleignard, représentant du peuple (Vienne), nous prie d'annoncer qu'il vient de remettre au ministre de la justice sa démission des fonctions de juge au tribunal de Châtelleraut, fonctions auxquelles il avait été appelé depuis la révolution de Février.

La démission de M. Jules Favre, sous-secrétaire d'Etat au ministère des affaires étrangères, est acceptée.

BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

**AUTRICHE.** VIENNE, 30 mai. — L'empereur, comme on le sait, a accordé dernièrement une commutation de peine à tous les individus condamnés pour avoir pris part à l'insurrection en Galicie et dans le district de Cracovie. Il vient, par un nouveau décret, d'accorder à ces condamnés leur grâce pleine et entière, avec remise des amendes encourues et restitution de celles qui auraient été déjà payées.

**ITALIE.** — Il n'y a pas de bulletin officiel de l'armée piémontaise aujourd'hui, le roi étant parti dans la matinée du 31 mai de son quartier général de Veggio, avec tout son état-major, pour se mettre à la tête des troupes victorieuses (premier corps d'armée du général Bava et division de réserve du duc de Savoie), renforcées de deux nouvelles brigades. Il paraît que le roi a de nouveau présenté vainement la bataille à l'ennemi, réfugié dans les murs ou sous le canon de Mantoue.

On dit que parmi les prisonniers faits à Goito se trouve un prince de Hohenlohe Renheim. A Peschiera, la garnison autrichienne est partie le 31, pour être conduite et embarquée à Ancône, avec obligation de ne plus servir contre les Italiens pendant la guerre. On disait au quartier général que le roi devait se rendre de sa personne à Peschiera le 1<sup>er</sup> juin, et qu'il serait chanté un *Te Deum* dans l'église.

« Hier matin, à Turin, le canon de la citadelle a annoncé la victoire remportée par les Piémontais en Lombardie et la reddition de Peschiera. L'enthousiasme de la population était grand. A midi, le canon a tonné de nouveau : on chantait à Saint-Jean un *Te Deum*. A cette cérémonie assistaient le prince Eugène, lieutenant général du roi en l'absence de S. M., les deux chambres et toutes les autorités. Le lieutenant général du roi s'est rendu à pied, du palais à l'église, avec les présidents des deux chambres. Partout on criait *Vive le roi* ! Pendant toute la journée flottait aux fenêtres et aux balcons des rues principales la glorieuse bannière de Savoie, bannière du salut de l'Italie. » (*Gaz. piémontaise.*)

**ANGLETERRE.** LONDRES, 5 juin. — Les Consolidés au comptant et pour compte ont ouvert et fermé à 85 7/8 3/4.

— On lit dans le *Morning-Post* du 5 juin :

« Les infants don Juan et don Ferdinand d'Espagne (le premier accompagné par sa femme, l'archiduchesse Béatrix d'Este) sont arrivés en ville. LL. AA. RR. ont donné leur démission du grade qu'elles occupaient au service de la Sardaigne. »

— On lit dans les journaux de Londres du 5 juin :

« Hier, les chartistes et les confédérés se sont réunis dans London-fields et dans Bonners-fields et sur d'autres points, pour exprimer leurs sympathies en faveur de M. Mitchell, et aussi pour conseiller aux classes ouvrières de s'organiser, afin que par l'emploi de la force physique, les chartistes et les repealers puissent faire triompher leurs principes. Entre onze heures et midi, trois ou quatre mille personnes s'étaient réunies dans London-fields, et les chefs du parti commencèrent à haranguer la multitude avec leur violence ordinaire. Sur ces entrefaites la police arriva, mais à peine eut-elle passée, qu'elle fut assaillie par une grêle de pierres. Alors la police revint sur ses pas, et frappa la populace à coups de bâton. Quelques individus tombèrent sans connaissance, quelques individus prirent la fuite, mais la majorité soutenait la lutte.

« L'assemblée s'étant ajournée à Bishop Bonners-fields, M. Jones y prononça un discours en faveur de M. Mitchell ; d'autres orateurs prirent la parole. Un constable étant venu à passer, on lui lança des pierres, et il eut beaucoup de peine à s'échapper. Un instant après, la foule, qui s'était imaginée, qu'il y avait des soldats et des agents de police dans l'église, en brisa les vitres.

réunion centrale de l'hôtel de ville ; toutefois, ne seront appelés au bureau de la réunion centrale dont il s'agit, que les deux délégués de chacun des bureaux centraux de canton ou d'arrondissement.

Ces délégués se rendront aux jour et heure indiqués ci-dessus. Ils y apporteront le procès-verbal du bureau central, cantonal ou d'arrondissement de Paris, et les annexes ou procès-verbaux des diverses sections.

Art. 4. La réunion centrale désignera un de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire.

Art. 5. Il sera donné lecture des procès-verbaux des diverses assemblées et des réclamations qu'ils contiendraient. La réunion centrale pourra donner son avis sur les réclamations. Elles resteront jointes au procès-verbal comme documents propres à éclairer la décision de l'Assemblée nationale à laquelle il appartient de statuer définitivement sur la vérification des pouvoirs de ses membres.

Art. 6. La réunion centrale de l'hôtel de ville n'aura pas à revenir sur les attributions des bulletins faits dans les assemblées cantonales ou d'arrondissement ; elle se bornera à faire le recensement des votes suivant les procès-verbaux arrêtés par ces assemblées.

Semblablement, si des candidats faisaient connaître qu'ils n'accepteraient point l'élection au cas où ils obtiendraient la majorité légale, la réunion centrale ferait mention de leur réclamation, mais sans y donner d'autre suite. Ce serait à l'Assemblée nationale à statuer.

Art. 7. Le recensement général des votes terminé, le bureau de la réunion centrale en informerait immédiatement le maire de Paris.

Art. 8. Les onze candidats qui auront réuni le plus de suffrages seront, suivant l'ordre numérique des suffrages obtenus par chacun d'eux, proclamés représentants du peuple par le maire de Paris.

Nul ne pourra être proclamé représentant s'il n'a réuni deux mille suffrages au moins.

En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé sera proclamé, sauf décision ultérieure de l'Assemblée nationale.

Art. 9. Un procès-verbal constatant l'accomplissement de toutes ses opérations, sera rédigé et signé par les membres du bureau de la réunion centrale.

Fait à Paris, le 31 mai 1848.

Pour le représentant du peuple, maire de Paris,

Le maire adjoint,  
EDMOND ADAM.

Pour ampliation :

Le secrétaire général de la mairie de Paris,  
FLOTARD.

Ministère des travaux publics.

ATELIERS NATIONAUX.

Le directeur des ateliers nationaux,

Considérant que des symptômes de désordre se sont manifestés sur quelques points isolés des ateliers nationaux ; que l'autorité des chefs y a été méconnue, et que certains chefs eux-mêmes ont manqué à leur devoir, soit en ne faisant pas tous leurs efforts pour apaiser les troubles, soit en donnant l'exemple de l'insubordination ;

Considérant que des faits de ce genre ne peuvent pas rester impunis ; que l'unanimité des véritables travailleurs les réprouve, et que les citoyens honnêtes qui composent, en très-grande majorité, les ateliers nationaux sont les premiers intéressés à ce qu'on sépare d'avec eux les auteurs de trouble et de discorde ;

Arrête :

1<sup>o</sup> La brigade de menuisiers employée aux travaux intérieurs du Palais-National est dissoute.

2<sup>o</sup> La brigade commandée par le brigadier Haupoix, et employée précédemment aux travaux de terrassement sur le boulevard extérieur entre les barrières d'Ivry et de la Gare, est pareillement dissoute.

3<sup>o</sup> Le brigadier Haupoix est rayé du rôle des ateliers nationaux.

4<sup>o</sup> Pourront être admis de nouveau dans les ateliers nationaux les citoyens qui, appartenant à ces brigades, justifieront convenablement de leur moralité, de leur bonne conduite, et qui n'auront pas pris part aux désordres précédemment signalés.

Paris, le 5 juin 1848.

L'ingénieur des ponts et chaussées, directeur des  
ateliers nationaux, LÉON LALANNE.

Vu et approuvé :

Le ministre des travaux publics, TRÉLAT.

La police arriva, mais elle était si faible, qu'elle fut battue, mise en fuite et obligée de se retirer dans l'église. Plusieurs agents reçurent des blessures dangereuses ; enfin, dix-huit individus furent arrêtés et conduits dans les souterrains de Saint-James church. Un renfort de police survint, la populace fit une résistance désespérée. Soixante-dix à quatre-vingts individus furent grièvement blessés, et plusieurs furent arrêtés. Un instant après, à un signal donné, la populace se rendit à Stepney-Green, suivie par la police.

BULLETIN DES DÉPARTEMENTS.

**RUÈNE (Lyon).** 4 juin. Une tentative d'assassinat a été commise dans le quartier Perrache, sur la personne d'un officier de la garnison de Lyon, nommé Rieffel. Son énergie dans la répression des faits relatifs au récent pillage d'armes à l'Hippodrome, paraît lui avoir valu la haine des perturbateurs, à en juger du moins par la lettre suivante adressée par un anonyme à M. le commandant du 1<sup>er</sup> bataillon du 49<sup>e</sup> :

Citoyen commandant,

Nous ne voulons plus à Lyon le sous-lieutenant Rieffel ; qu'il s'en aille avec votre canaille de colonel, sans quoi il n'échappera pas aux vautours ni aux voraces. Nous lui apprendrons de maltraiter les braves républicains, nos chers camarades.

Salut et fraternité.

UN VAUTOUR.

Vive la République !

Pour copie conforme :

PEYRE.

La tentative d'assassinat contre le sous-lieutenant Rieffel n'est pas la seule que nous ayons malheureusement à signaler, six autres attaques ont été constatées contre des sous-officiers et soldats du bataillon commandé par M. Peyre : hier encore le sergent Bourdin a essuyé un coup de pistolet tiré presque à bout portant, la balle a rasé l'oreille de ce militaire, sans pourtant laisser de traces appréciables. L'assassin vainement poursuivi par le sergent Bourdin et par un capitaine du 20<sup>e</sup>, qui se trouvait sur les lieux, a trouvé un asile dans l'une des petites maisons suspectes qui pullulent dans le quartier Perrache. (*Courrier de Lyon.*)

— Le chantier de Mirebel, qui a été dissous, va être réorganisé sur les bases du nouveau décret, qui admet la tâche au lieu de la journée.

Les élections municipales paraissent devoir donner lieu à de nouvelles atteintes à la liberté des votes, si l'on en juge par les scènes de violence qui ont eu lieu dans quelques réunions préparatoires. Dans une réunion du midi de la ville de Lyon, un individu s'est présenté, a escaladé la tribune malgré les réclamations des assistants, et s'est mis à débâter contre l'aristocratie, la bourgeoisie, a réclamé les douceurs de la République de 93, etc., et comme l'assemblée se récriait et rappelait l'orateur à la question, on s'est aperçu que plusieurs individus qui le soutenaient avaient des armes cachées sous leurs vêtements.

Pareille scène s'est, dit-on, renouvelée dans une autre réunion et l'on s'accorde à les considérer comme le résultat d'un mot d'ordre généralement donné.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

(Suite de la séance d'hier.)

M. Feronillat reproduit sa proposition relative à la création des conseils de prud'hommes dans certaines villes où trois intérêts sont en présence, celui des fabricants, celui des chefs d'ateliers et celui des ouvriers.

Après une discussion sans intérêt, cette proposition est adoptée.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de comptabilité relatif à l'indemnité à accorder au président et aux questeurs.

M. Senart cède le fauteuil à M. Corbon.

La commission a proposé d'allouer au président une indemnité de 4,000 fr. par mois.

Un membre trouve que cette proposition est exagérée, car elle présente une dépense annuelle de 48,000 fr. (Bruit divers.)

**QUELQUES VOIX :** On ne peut discuter une semblable question en séance publique ; nous demandons le comité secret.

**VOIX DIVERSES.** Oui ! oui ! Non ! non !

La chambre décide que la discussion continuera en séance publique.

**M. LE PRÉSIDENT** Il y a trois amendements proposés : le premier propose d'allouer au président 4,000 fr. par mois. (Allons donc !)

L'amendement n'est pas adopté.

Un autre amendement propose d'allouer 1,000 fr. par mois indépendamment de son traitement de représentant. (Exclamations diverses.)

Cet amendement est rejeté.

Le troisième amendement propose d'allouer 5,000 fr. par mois. (Nouvelles exclamations.)

**M. KERDREL.** Je trouve la discussion peu convenable. Il semble que les fonctions du président soient mises à l'encan : à 4,000 francs... non ; à 2,000 francs... non ; à 5,000 francs, non... Ce n'est pas ainsi que nous devons comprendre la dignité des fonctions du président. (Très-bien ! très-bien !)



M. Babaud-Larivière, membre de la minorité de la commission, appuie le chiffre de 5,000 francs, que la minorité avait proposé dans le sein de la commission.

M. Deslongrais, membre de la majorité de la commission, défend le chiffre de 4,000 francs.

Le chiffre de 5,000 francs est mis aux voix et rejeté.

Le chiffre de 4,000 fr. est mis aux voix et adopté à une assez forte majorité.

L'Assemblée adopte également le chiffre de 500 fr. par mois proposée pour l'indemnité aux questeurs.

L'ensemble du projet est également adopté.

M. Sénart remonte au fauteuil.

M. Bineau, au nom du comité des finances, dépose le rapport du comité sur le projet de décret relatif au rachat des chemins de fer; le comité conclut au rejet du décret.

Ce rapport sera imprimé et distribué.

M. Léon Faucher, au nom du même comité, demande que l'Assemblée fixe à jeudi la discussion du rapport relatif à la conversion en rentes sur l'Etat des bons du Trésor et des livrets des caisses d'épargne.

Le comité des finances, dit l'honorable membre, ne demande qu'une chose, c'est que le gouvernement tienne ses engagements. (Très-bien!) Le gouvernement a présenté un projet de décret pour le rachat des chemins de fer, sans faire connaître ses moyens. En l'absence d'aucune justification de la part du ministre, le comité n'a pu accepter le projet. La plus grave question est celle qui touche au crédit public; ce crédit est en souffrance; le discrédit est au fond de toutes vos souffrances, et quelques jours de retard peuvent vous amener en face des difficultés les plus extrêmes. Le comité, en demandant que l'Assemblée fixe la discussion au jour le plus prochain, a obéi aux exigences de sa responsabilité. Maintenant, c'est à l'Assemblée à faire son devoir.

M. GARNIER-PAGÈS. S'occuper simultanément de deux projets qui doivent jeter sur la place un grand nombre de coupons de rente, c'est nuire au crédit public. L'opération que vous proposez empêchera le rachat des chemins de fer à des conditions fructueuses. Nous ne fuyons pas le débat; nous demandons seulement que les deux questions arrivent l'une après l'autre. Je demande donc que la priorité pour le projet relatif aux chemins de fer.

M. J. DE LASTEYRIE. L'Assemblée ne peut consentir à contracter des dettes nouvelles avant que d'avoir payé les anciennes. D'ailleurs, le Gouvernement n'a de projet arrêté sur rien dans le système des chemins de fer que le ministre a tant à cœur. Attendez, nous dit-il, attendez. J'ai grande confiance dans les patriotiques efforts des citoyens Garnier-Pagès et Duclercq, mais nous avons nos devoirs et notre responsabilité; et notre responsabilité nous ordonne de remédier au discrédit qui nous tue. Le discrédit c'est la misère, c'est la faim, le discrédit c'est la guerre civile, c'est la banqueroute. La banqueroute! mais elle a déjà commencé... Vous n'avez pas rempli vos engagements, vous ne payez pas!

M. GARNIER-PAGÈS. Et c'est-là ce qu'on appelle servir le crédit de l'Etat.

M. DE LASTEYRIE. Je suis peut-être allé plus loin (ah! ah!). L'expression a été plus forte que la réalité... Mais enfin, quand on ne paye pas il y a banqueroute, et vous devez avoir hâte de donner à vos créanciers l'équivalent de ce qui leur est dû. (Aux voix.)

M. DUCLERCQ, ministre des finances. Il y a une distinction entre les caisses d'épargne et les bons du trésor. (Murmures.) Les intérêts des caisses d'épargne sont fort respectables, mais en est-il de même des bons du trésor? (Interpellations diverses.) Les bons du trésor sont entre les mains de personnes extrêmement riches. (Dénégations tumultueuses.) Je ne veux pas établir de différences entre les caisses d'épargne et les bons du trésor. Tous les créanciers seront payés.

On m'a fait un autre reproche. On m'a reproché d'avoir un secret d'Etat. Oui, cela est vrai. Je l'ai déclaré au comité des finances, et j'ai ajouté que quand le moment serait venu, je le ferais connaître. Savez-vous pourquoi je n'ai rien voulu dire? Le voici: Le jour où l'honorable M. Billault présentait ici son rapport, à deux heures il était escompté à la Bourse. Si un pareil malheur m'arrivait, je ne m'en consolerais jamais. (Très-bien! très-bien!)

M. BERRYER. Il ne m'échappera, je l'espère, aucune de ces paroles que vous avez entendues; et notamment comme celles de M. le ministre qui, selon moi, peuvent avoir tant d'influence sur le crédit public et sur le crédit privé.

Deux questions sont en présence: l'une, qui a pour but la consolidation des bons du trésor et des caisses d'épargne; et l'autre, qui a pour but le rachat des chemins de fer. D'un côté, nous voyons des valeurs qui appartiennent au crédit privé, et sont tombées en discrédit au point d'éprouver une perte de 50 p. 0/0; de l'autre, nous voyons des chemins de fer qui font partie du crédit public, et qui n'éprouvent pas une moindre dépréciation.

Dans cette situation, il faut que nous relevions le crédit; nous avons été à même, dans le comité des finances, d'étudier la question; nous avons vu que la position n'avait rien d'alarmant.

Cependant, il faut considérer la situation. De part et d'autre il y a 600 millions d'engagés. Par où faut-il commencer? Selon M. le ministre, par les chemins de fer; mais ce qu'il faut considérer, c'est la nature des fonds à rembourser; et, je n'hésite pas à le dire, il y va de l'honneur de rembourser les caisses d'épargne et les bons du trésor. Car vous avez en bons du trésor 250 millions qui doivent servir à alimenter le travail, et solder le salaire de l'industrie.

Les engagements de l'Etat doivent être tous payés, et c'est ce que le comité a voulu en demandant la consolidation des caisses d'épargne et des bons du trésor. On a dit que le 5 p. 0/0 baisserait par cette mesure.

Mais n'en sera-t-il pas de même quand on aura payé 5 ou 6 millions de chemins de fer? Mais le paiement des dettes de l'Etat, demandé par le comité bonifiera la situation, tandis que l'autre mesure l'aggravera, car elle ne donnera qu'une valeur inférieure à la dette.

Le Gouvernement doit présenter un projet de finances. Je le déclare,

tout retard est dangereux. Nous demandons que le projet du décret soit discuté jeudi. (Appuyé.)

M. GARNIER-PAGÈS. Nous applaudissons à ces paroles de l'orateur qui quitte cette tribune: oui, l'Etat doit remplir ses engagements. Et moi, en présence d'une dette flottante qui ne s'élève qu'à 600 millions, je ne crains pas de dire que la France tiendra tous ses engagements.

Mais les opérations de finances, pour être heureuses, doivent attendre le moment opportun. La consolidation des bons du Trésor et des caisses d'épargne dans les conditions qu'on nous propose serait désastreuse. Je supplie l'Assemblée de ne pas l'adopter.

M. BILLAULT, rapporteur. Le comité ne s'est préoccupé que de la situation actuelle qui appelle une prompt solution. Il avait espoir que le gouvernement prendrait l'initiative; ce n'est que lorsqu'il a vu que le gouvernement ne faisait rien qu'il a cru devoir agir. Le ministre a annoncé un projet de finances; quand ce projet sera présenté, l'Assemblée le discutera, et, s'il est bon, l'Assemblée se hâtera de l'adopter; mais comme ce projet ne paraît pas préparé, le comité persiste à demander que sa proposition ait la priorité.

M. Duclercq, ministre des finances, insiste pour que cette proposition soit ajournée; si l'Assemblée accueille le projet du gouvernement, elle lui donnera les moyens de donner une grande impulsion aux travaux des chemins de fer.

M. Berryer insiste à son tour pour l'ajournement du projet du Gouvernement: les chemins de fer ne sont pas à l'état de production, et de longtemps ils ne rapporteront rien au Trésor; on sera, au contraire, forcé d'y dépenser des sommes énormes. Eh bien, il y a en ce moment des crédits alloués pour les chemins de fer; que le Gouvernement fasse exécuter les 511 millions de travaux qui restent encore à faire, et il donnera aux chemins de fer une impulsion que ne lui donnerait pas le rachat des chemins.

M. Duclercq relève les expressions ironiques employées par M. Berryer. Le génie de l'éloquence, dit-il, ne bat pas monnaie. (Rires ironiques.)

M. le ministre persiste à demander la priorité pour son projet. En consolidant les bons du Trésor, vous servez l'agiotage. Vous servez l'industrie en vous occupant des chemins de fer. (Violente opposition.)

M. le président met aux voix la priorité du projet du gouvernement sur les chemins de fer.

Une première épreuve paraît douteuse au bureau, quoique, selon nous, il n'y ait aucune espèce de doute.

La priorité était acquise au profit du comité des finances.

Vingt membres demandent le scrutin par division.

Plus de quarante membres demandent le scrutin secret.

Violente opposition à gauche. L'Assemblée n'offre plus que le spectacle du plus violent orage.

M. OLIVIER. Je combats le scrutin demandé! C'est cacher honteusement son opinion. Nous devons voter au grand jour. (A l'ordre! à l'ordre!)

M. LABOISSIÈRE. Je demande que ceux qui ont des intérêts dans les chemins de fer s'abstiennent de voter. (Allons donc!)

M. HOCKHEM. Je m'élève contre l'expression inconvenante dont s'est servi l'un des préopinants en parlant du scrutin secret. (Oui, oui, à l'ordre!)

Je suis de ceux qui ont demandé le scrutin secret, parce que je suis las de voir faire du scrutin par division un moyen d'intimidation. (Très-bien!)

Il faut bien que ceux qui ont pris ce parti sachent bien qu'il y a ici des gens qui, toutes les fois qu'ils demanderont le scrutin par division, feront ce que je fais aujourd'hui. (Nouvelle et bruyante approbation. Tumble prolongé.)

L'Assemblée décide qu'elle votera au scrutin secret sur la priorité de la question.

On demande et on lit les noms de ceux qui ont demandé le scrutin secret.

Voilà le résultat du scrutin:

Nombre de votants,	749
Boules blanches,	587
Boules noires,	592

L'Assemblée adopte la priorité demandée par le Gouvernement pour les chemins de fer.

M. le ministre des finances propose, au nom du ministre de l'intérieur, un projet de décret portant une allocation de 100,000 fr. par mois pour les dépenses de bureau de la Commission exécutive.

La séance est levée à sept heures.

Demain séance publique à une heure.

Séance du 7 Juin.

PRÉSIDENCE DE M. SÉNART.

La séance est ouverte à une heure. Un de MM. les secrétaires donne lecture du procès-verbal.

M. Leyraud (de la Creuse) demande la parole pour donner quelques explications relativement au rappel à l'ordre, dont il aurait été menacé hier par M. le président, alors qu'il demandait la parole pour la position de la question. Les questions de position de la question doivent toujours être discutées préalablement à toutes autres.

M. LE PRÉSIDENT. Je répondrai à l'honorable M. Leyraud, que si j'avais entendu qu'il demandait la parole pour la position de la question, je la lui aurais accordée de suite; mais à moins d'avoir été tout près de M. Leyraud, il eût été impossible d'entendre ce qu'il a dit.

A cette occasion je demanderai à l'Assemblée ce qu'elle entend faire, lorsqu'il y aura une contradiction apparente entre divers articles du règlement; veut-elle accorder au président le droit de trancher la difficulté, ou entend-elle que la question soit renvoyée à la commission du règlement?

Voix diverses. Le renvoi à la commission.

M. LE PRÉSIDENT. Le renvoi à la commission aura lieu. Le procès-verbal est adopté.

Plusieurs pétitions sont déposées sur le bureau.

M. le général Cavaignac dépose sur le bureau un projet de loi ayant pour but d'autoriser les engagements pour l'armée de terre à l'âge de dix-sept ans accomplis.

M. FRANCISQUE BOUVET. Citoyens, il y a six semaines que vous avez été appelés dans cette enceinte pour établir la constitution du pays; vous n'avez pas perdu de temps, quoique certains journaux, qui ne connaissent pas vos travaux intérieurs, aient soutenu le contraire.

Pourquoi tardons-nous donc tant à doter le pays d'une institution qu'il attend avec tant d'impatience; ce retard n'accuse-t-il pas un peu de faiblesse ou d'impuissance? (Rumeurs diverses.) Je suis à me demander pourquoi la commission de constitution ne nous a pas encore présenté son travail? Je demanderai des explications à cet égard à M. le président de la commission de constitution ou à celui des membres de la commission qui est chargé de préparer le travail.

M. Vaulabelle répond que la Commission ne perd pas un moment. Elle se réunit tous les jours; les séances ne sont pas moins de huit heures; aussi espère-t-elle pouvoir présenter son rapport sous huit ou dix jours. (Marques nombreuses de satisfaction.)

M. Chavois au nom du comité de l'intérieur, rend compte de l'examen de la proposition qui lui a été renvoyée relativement à la nomination des divers grades dans la garde nationale mobile à cheval. Le comité a reconnu que dans la note insérée au *Moniteur*, il y avait eu un malentendu, mais qu'il n'y avait pas eu de mauvaises intentions. Toutes satisfactions au surplus ont été données, tant par le désaveu de la note insérée au *Moniteur* que par l'arrêté du comité exécutif qui rapportait ceux précédemment faits. Le comité propose en conséquence l'ordre du jour.

Ce rapport sera imprimé et distribué.

M. Léon Faucher demande la parole sur l'ordre du jour. Il demande que le projet de décret relatif à l'allocation des fonds secrets soit retiré de l'ordre du jour, parce que des projets de cette nature doivent toujours être distribués vingt-quatre heures avant la discussion.

M. LE PRÉSIDENT. Le gouvernement a demandé la discussion d'urgence pour ce décret. Au surplus, l'objection de M. Léon Faucher trouvera sa place quand la discussion s'ouvrira sur les fonds secrets.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de décret sur les attroupements.

M. CAMILLE BÉRENGER combat l'urgence demandée pour la discussion du projet. Il combat aussi les dispositions du décret en ce qui concerne les attroupements non armés. Est-ce une loi de circonstance? est-ce une loi d'urgence ou est-ce une loi permanente que l'on demande aujourd'hui? Si c'est une loi d'urgence, l'orateur est prêt à la voter; si c'est une loi permanente, il faut qu'elle soit envoyée à l'examen des bureaux.

L'Assemblée, consultée, décide qu'elle votera d'urgence le projet en discussion.

M. PELLETIER. Je ne sais si le projet qu'on nous propose est un feuillet attaché au Code draconien. (Rumeurs.) Je sais qu'il est digne de Charles IX; mais qu'il est indigne d'un gouvernement républicain. (Nouvelles rumeurs.)

Quoi! nous nous trouverons dans un attroupement, et nous y serons inoffensifs... et aux termes de ce décret nous serons coupables...

Une voix. Il ne faut pas y aller.

M. PELLETIER. Qu'est-ce qu'une loi qui frappe des peines les plus sévères sur ceux parmi lesquels se trouverait un seul homme armé, comme si la police ne pouvait pas, par ses instigations, amener toujours cette présence d'un homme armé dans les agitations de la place publique. (Murmures.) La police, sous le régime déchu, ne s'est-elle pas rendue coupable de méfaits semblables? La police de la République sera-t-elle autre que celle qui était sous la monarchie? (Bruit.) Vivons-nous sous la République ou sous la monarchie? (Explosion de murmures.) N'a-t-on pas dit que Joinville était à Paris? N'a-t-on pas demandé la fermeture des clubs? Tous les jours ne fait-on pas disparaître les drapeaux de la République de la porte des journaux? (Rire et bruit.) Le peuple n'éprouve-t-il pas, en présence de ces bruits et de ces faits, le besoin de se réunir pour se communiquer ses craintes? Faites de bonnes lois, donnez de l'ouvrage au peuple, et ne craignez pas les attroupements!

M. TURC pense, comme le précédent orateur, que la loi est draconienne; le ministre aurait mieux fait de s'appuyer sur des institutions municipales: car c'eût été le meilleur moyen de rétablir la tranquillité. La tranquillité dépend beaucoup de la manière dont les lois sont appliquées; ce ne sont pas les lois qui manquent aux hommes, mais les hommes qui manquent aux lois.

M. BAG. Je ne voulais pas prendre la parole sur l'ensemble de la loi; je me réservais de combattre quelques articles. Je ne puis admettre, par exemple, l'art. 5, qui porte que l'attroupement est armé quand plusieurs des individus qui le composent sont porteurs d'armes apparentes ou cachées; comment pourra-t-on savoir qu'il y a des armes cachées? Il suffira que quelques gens mal intentionnés soient porteurs d'armes cachées pour que des gens inoffensifs soient arrêtés: il est impossible de voter le projet, s'il n'est considérablement modifié. Je demande le renvoi à une commission.

M. SAUVAGEOT s'étonne que le Gouvernement, sorti des barricades, méconnaisse le principe de son origine à tel point qu'il présente une loi qui viole le droit sacré de réunion.

M. BAZE appuie ce projet: les auteurs qui l'ont combattu ont opposé deux moyens: le premier, c'est que le Gouvernement est suffisamment défendu par les lois actuelles; et le second, c'est que le projet est hostile à la liberté. J'ai entendu, continue l'orateur, écrier un nom que je ne veux pas répéter...

Une voix. Il y a deux noms. (Agitation.)

M. BAZE. J'ai entendu dire: A bas l'Assemblée nationale! En présence de ces faits le Gouvernement a bien fait de présenter son projet; cependant il devra être modifié; mais rien ne s'oppose à ce qu'il soit discuté immédiatement.

M. GERMAIN SARRUT. Il y a un principe sur lequel nous sommes



tous d'accord; nous voulons tous le maintien de la République; nous savons que c'est par l'ordre qu'elle peut subsister et grandir.

Que nous propose-t-on aujourd'hui? un décret d'actualité dont la peine est évidemment trop forte. Après trois mois d'existence à peine, vous songez à ressusciter le système du régime déchu; vous ne pouvez adopter le projet dans les termes où il vous est présenté: je demande le renvoi à une commission.

M. de Mornay demande que le ministre de l'intérieur vienne dire à la tribune quels sont les motifs qui l'ont engagé à présenter ce projet dont, au surplus, l'orateur ne conteste pas l'urgence.

La séance continue.

#### Voici le résultat exact des élections dans les arrondissements suivants:

##### 2<sup>e</sup> arrondissement.

1 Goudchaux.	11,280
2 Moreau.	10,998
3 Thiers.	10,658
4 Changarnier.	10,595
5 Caussidière.	10,176
6 Girardin (Emile).	8,700
7 Fould.	7,951
8 Hugo (Victor).	7,769
9 Horace Say.	6,772
10 Boissel.	6,001
11 Passy.	5,604

Il y a eu quelques suffrages pour Joinville d'Orléans.

##### 10<sup>e</sup> Arrondissement.

MM. 1 Moreau (de la Seine).	9,009
2 Changarnier.	8,708
3 Goudchaux.	8,625
4 Caussidière.	7,959
5 Thiers.	7,752
6 Hugo (Victor).	6,152
7 Girardin (Emile).	6,044
8 Fould.	5,501
9 Boissel.	5,529
10 Louis Bonaparte.	4,555
11 Horace Say.	4,167

Les candidats qui ont obtenu ensuite le plus de voix sont:

MM. Leroux (Pierre).	4,022
Adam, cambreur.	5,548
D'Harcourt (E.).	5,065
Raspail.	2,819
Ney.	2,079

##### 6<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> arrondissements réunis.

MM. 1 Caussidière.	26,276
2 Pierre Leroux.	17,447
3 Moreau.	17,257
4 Lagrange.	15,978
5 Proudhon.	15,168
6 Thoré.	14,692
7 Kersausie.	14,586
8 Raspail.	14,174
9 Louis Bonaparte.	14,126
10 Boissel.	13,552
11 Goudchaux.	13,190

Les candidats qui ont obtenu le plus de voix sont:

MM. Changarnier.	15,029
Savary.	11,958
Thiers.	10,919
Girardin (E.).	7,995
Victor Hugo.	7,402

#### Résultat des élections connues dans les départements.

NORD, LILLE. — Récapitulation des votes émis dans les cinq cantons:

MM. Ulysse Tencé.	5,881
Antony Thouret.	4,879
Mimerel.	1,490
Genoude (de).	454

##### Total des élections connues.

MM. Antony Thouret.	23,612
Mimerel.	14,426
Ulysse Tencé.	7,404
Genoude (de).	6,278

##### SEINE-INFÉRIEURE. — ROUEN.

MM. 1 Loyer.	18,714
2 Thiers.	16,557
3 Ch. Dupin.	13,591
4 Expert.	7,984
5 Desseaux.	6,451
6 Deschamps.	4,551
7 Alph. Karr.	3,057
8 Bobée.	3,028
9 Leblanc (Fort).	2,685
10 Madier de Montjau.	1,570
11 Girardin (Emile).	1,262
12 Boullenger.	1,002
13 Robert.	959
14 Larandier.	848

#### NOUVELLES DIVERSES.

En attendant la réorganisation complète et définitive des préfectures et sous-préfectures, une circulaire du ministre de l'intérieur enjoint aux commissaires des départements de ne pas s'écarter, dans leurs actes, des lois et règlements en vigueur. Tout acte extra-légal serait regardé comme un abus de pouvoir.

— Le gouverneur général de l'Algérie vient de décider que, dès à présent, les engagements volontaires pourraient être contractés en Afrique.

— Nous lisons dans le Commerce:

Plusieurs journaux avaient annoncé que les ouvriers des chemins de fer de Saint-Germain et de Versailles devaient se mettre en grève à partir d'aujourd'hui. On disait que leur exemple devait être suivi par les employés de tous les autres chemins en exploitation. On donnait pour motif à cette grève le refus par la compagnie de Rouen de renvoyer ses mécaniciens étrangers. Des mesures très-énergiques ont été prises par ordre du ministre des travaux publics dont les sages conseils ont été, à ce qu'il paraît, entendus. L'ordre n'a pas cessé de régner sur tous les chemins de fer.

— M. Bixio, envoyé extraordinaire à Turin, est de retour à Paris; il siégeait hier à l'Assemblée nationale, dont il est membre.

— Une dépêche télégraphique prescrit à la direction de l'artillerie à Metz de mettre sur le pied de guerre six nouvelles batteries, savoir: quatre à pied et deux à cheval.

— Hier matin, à six heures, une voiture d'armes, arrêtée dans les Champs-Élysées, disait-on, passait sur la place de l'Hôtel-de-Ville, escortée par une douzaine de gardes nationaux.

— Le docteur Ravel, éditeur du journal *Comercio*, de la Plata, a été assassiné à Montevideo, au moment où il entrait dans sa maison pendant la nuit.

MM. Gore et le baron Gros, les ministres d'Angleterre et de France, sont arrivés à Montevideo.

— La caisse de l'Assemblée a payé aujourd'hui l'indemnité des représentants des départements suivants pour treize jours de mai dernier:

Saône-et-Loire, Sarthe, Seine, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Sèvres (Deux-), Somme, Tarn, Tarn-et-Garonne, Vaucluse, Vendée, Vienne, Vienne (Haute-), Vosges, Yonne.

— Les rassemblements étaient devenus hier soir plus nombreux que jamais à la porte Saint-Denis et à la porte Saint-Martin. Vers dix heures et demie du soir, de forts détachements de troupes de ligne sont arrivés sur les lieux, et, après les trois sommations préalables, ils ont chargé la foule, la baïonnette au bout du fusil. Un grand nombre d'arrestations ont eu lieu, mais la plupart des personnes arrêtées ont été remises presque aussitôt en liberté.

Quelques cris de: Vive Barbès! se sont fait entendre hier soir au milieu des groupes.

— Il y a quelques jours, plusieurs ouvriers se trouvèrent réunis dans un cabaret de la rue Saint-Martin. A la table à côté de la leur était assis un homme d'une quarantaine d'années, assez bien vêtu. Les ouvriers parlaient politique et dissertaient pour le moment le système du communisme. L'étranger prend part à la conversation en demandant à un des ouvriers s'il était partisan de ce système? «Ma foi! lui répond l'ouvrier, je vous avoue que cela me souriait assez; je n'ai rien, et je ne serais pas fâché d'avoir quelque chose. — Allons donc! mon ami, lui répond son interlocuteur, vous n'y pensez pas: le communisme est un chose abominable et qui n'aurait d'autre résultat que de plonger la France dans l'anarchie, le désordre et le chaos... Moi aussi je suis communiste, mais d'une autre façon; je le suis à la manière du Christ, en partageant ce que j'ai avec plus pauvre que moi... Tenez, vous m'avez l'air d'un brave homme; je vais faire avec vous l'application de mon système. » Et fouillant dans son gousset, il en tire une pièce de 20 francs et il ajoute: «Voici 20 francs, je les partage avec vous; voilà comme j'entends le communisme... Rendez-moi 10 francs. » L'ouvrier, étonné et joyeux, parvient, avec l'aide de ses camarades, à réunir 10 francs, et il les remet à l'inconnu qui sort après lui avoir donné sa pièce de 20 francs. En rentrant chez lui, l'ouvrier fait part de sa bonne fortune à sa femme qui s'empresse d'aller changer la pièce d'or... Cette pièce était fausse! Plainte a été portée par l'ouvrier chez le commissaire de police du quartier.

(Gaz. des Tribunaux.)

— Hier, un individu se tenait sur la chaussée du boulevard du Temple, et il criait comme un forcené: Vive le prince de Joinville, c'est mon candidat! et vive Barbès, c'est mon ami!

Un grand rassemblement s'était formé autour de lui, et la garde nationale vint pour l'arrêter, mais il se défendit en disant qu'il avait le droit de manifester son opinion, et on eut toutes les

peines du monde à l'entraîner jusqu'au poste de la mairie, rue de Vendôme.

Renfermé dans le violon, il se mit à tout casser et à briser les vitres de la croisée; on ne put enfin se rendre maître de lui qu'en lui attachant les mains.

Cet homme est un nommé Branchu, dit Masson, commissionnaire, rue de l'Hôtel-de-Ville.

Le commissaire de police du quartier l'a envoyé au dépôt de la préfecture.

— Trois anciens ministres de Louis-Philippe, MM. Hébert, Cunin-Gridaine et Jayr, sont fixés depuis quelque temps à Bruxelles. M. le lieutenant général Trézel réside également à Bruxelles, où se trouve aussi le lieutenant général Jacqueminot. Il serait curieux de dresser une liste exacte des étrangers de distinction qui, depuis les événements de février, se sont établis en Belgique, et notamment à Bruxelles; on y trouverait bien des noms historiques.

— Le citoyen Jules Thomas, arrêté à l'occasion des événements du 15 mai, a été mis en liberté vendredi.

— On lit dans la *Séance*: « Nous avons demandé une fois déjà au ministre de l'intérieur s'il était instruit que, dans la première quinzaine de mai, le duc de Bordeaux—Henri V—avait pénétré en France et était arrivé dans le département de l'Isère, où il avait séjourné chez M. de M... »

« Le ministre de l'intérieur était renseigné aussi bien que nous, et par conséquent il était sans inquiétude, ou bien il n'a point pris notre question au sérieux. »

« Dans ce dernier cas, nous nous permettrons de lui dire que son indifférence serait inexplicable. »

« M. le ministre de l'intérieur, qui doit tout savoir par état, sait-il ce qui se passe en Vendée et en Bretagne depuis un mois bientôt? »

« Lui a-t-on dit qu'il n'y a plus un dimanche où, au sortir de la messe, les paysans bretons ou vendéens ne se réunissent, sur les routes et dans les champs, au nombre de trois ou quatre mille bien souvent, avec des drapeaux blancs et aux cris de: Vive Henri V! »

« M. le ministre sait-il que tout le Bocage est travaillé par des émissaires qui jettent l'argent à pleines mains, et qui pourraient bien n'être point sans relations avec certains messieurs vêtus de blouse dont les bourses richement garnies n'ont pas été sans action sur la tentative du 15 mai? »

« Peut-être M. le ministre de l'intérieur, au cas où les renseignements très-exacts que nous recevons seraient arrivés jusqu'à lui, pense-t-il qu'une conspiration légitimiste ne saurait être qu'une impossibilité et un mythe. »

« Si telle est son opinion, nous nous permettrons de lui dire qu'il est dans une étrange erreur. Nous ajouterons que le voyage du duc de Bordeaux et l'émotion de la Bretagne sont à cette heure plus qu'un indice, c'est-à-dire une menace et un danger réel. »

#### LE JOURNAL POUR RIRE, format des Débats. — Plus de

1,600 dessins comiques dans l'année. Caricatures sur la politique, les mœurs, les travers, les ridicules, les systèmes insensés ou dangereux, etc. — Prix: pour trois mois, 4 fr.; pour un an, 15 fr. — Les personnes qui s'abonnent pour un an, du 1<sup>er</sup> mai, reçoivent gratis les trois premiers mois du journal (février, mars et avril); c'est donc 15 mois pour 15 francs.

Paris, AUBERT et C<sup>o</sup>, place de la Bourse. — Départements, aux bureaux des grandes messageries.

LA LOI DU PEUPLE, par les citoyens Deschapelles et O'Reilly. Prix: 25 cent.

Henri GIRALDON, éditeur, rue de Seine 16.

#### Bourse de Paris du 7 Juin.

##### FONDS FRANÇAIS.

5 0/0.....	46 50	5 0/0.....	68 75
4.....	55 50	Banque de France.....	1255 »
4 1/2.....	» »	Oblig. de la ville de Paris.....	1195 »

##### CHEMINS DE FER.

Saint-Germain.....	» »	Famponx à Hazebrouck.....	» »
Obligations anc.....	» »	Avignon à Marseille.....	225 75
— nouv.....	» »	Strasbourg à Bâle.....	87 50
Versailles (rive droite).....	120 »	Obligations.....	» »
Obligations anc.....	» »	Mulhouse à Thann.....	» »
— nouv.....	» »	Bordeaux à la Teste.....	» »
Versailles (rive gauche).....	120 »	Montpellier à Cette.....	» »
Paris à Orléans.....	571 2	Cette à Bordeaux.....	» »
Obligations.....	» »	Paris à Sceaux.....	» »
Orléans à Bordeaux.....	597 50	Montereau à Troyes.....	» »
à Vierzon.....	267 50	Amiens à Boulogne.....	» »
Paris à Rouen.....	485 »	Dieppe à Fécamp.....	» »
Obligations.....	» »	Paris à Lyon.....	311 »
Rouen au Havre.....	206 25	Tours à Nantes.....	340 »
Obligations.....	» »	Paris à Strasbourg.....	536 25
Nord.....	560 »	Andrézieux à Roanne.....	» »

##### CANAUX.

Quatre Canaux.....	565 »	Canal de Bourgogne.....	68 »
Jouissance.....	» »	Jouissance.....	» »
Trois Canaux.....	» »	Canal de la Saône.....	» »

Le Rédacteur en chef, BENJAMIN LAROCHE.

Le Directeur gérant, J.-B. GIRALDON.

Paris. — Imprimerie SCHNEIDER, rue d'Erfurth, 1.